Congrès extraordinaire d'Attac Maroc : Déclaration Générale

mardi 27 décembre 2005, par ATTAC-CADTM Maroc (Date de rédaction antérieure : 18 décembre 2005).

Sous le thème du : « Unifier les forces militantes pour affronter l'offensive néolibérale », l'association ATTAC Maroc a tenu à Rabat son congrès national extraordinaire les 17 et 18 décembre 2005.

La situation organisationnelle de l'association, les défis de l'étape actuelle et les perspectives de l'édification d'un mouvement anti-mondialisation libérale ont fait l'objet des travaux de 43 délégués représentant 7 groupes locaux de différentes régions. Les résolutions et les recommandations du congrès ont reflété les débats et les conclusions des ateliers.

1-La conjoncture nationale et internationale :

Le congrès national extraordinaire de l'association ATTAC Maroc, se tient dans une conjoncture nationale et internationale caractérisée par l'intensification de l'offensive du capitalisme libéral, la consolidation de l'emprise des institutions financières et commerciales, l'extension des rôles et des aires d'intervention de l'organisation militaire de l'OTAN et la tendance des Etats-Unis d'Amérique à s'accaparer de tous les rênes du pouvoir et des rouages du nouveau système impérialiste.

Cependant, l'avancée de l'offensive néolibérale se heurte à la recrudescence de la résistance populaire, qui remet en cause la légitimité du projet libéral en tant que choix unique offert à l'humanité. Et, c'est ce qui attise les luttes des peuples et des masses laborieuses, qui cherchent à être délivrés de la mondialisation libérale, de ses conséquences dévastatrices et de ses institutions illégitimes, grâce à une autre mondialisation .

La conjonction de la politique libérale et d'une politique sécuritaire et militaire a aujourd'hui pour leitmotiv la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et l'émigration clandestine et vise à imposer davantage de restrictions aux libertés, à vider la démocratie de tout contenu de liberté et de souveraineté, dans le but de dépouiller les peuples de tous les instruments leur permettant de s'approprier leur destinée et leur avenir.

Le Maroc ne constitue pas une exception sur la carte et les schémas économiques préalablement élaborés par les institutions et les gouvernements impérialistes pour les peuples du monde. Le Maroc est un brillant élève du FMI, un allié émérite de l'Alliance Nord Atlantique et un ami fidèle de l'impérialisme. D'ailleurs, c'est sur son sol que l'OMC a vu le jour.

Le bilan de plus de deux décennies d'application des politiques libérales et de soumission aux recommandations des institutions financières et commerciales mondiales n'a pas été seulement la déstructuration économique et sociale, mais aussi la mise en place de tous les facteurs objectifs de l'explosion d'une grave crise socioéconomique. A la fin de cette décennie, le Maroc aura finalisé la libéralisation de ses échanges commerciaux, de toutes les activités industrielles, agricoles et de services, ainsi que le démantèlement du reste des services publics et de la protection sociale. Non seulement la disparition de 60% des entreprises industrielles incapables de faire face à la concurrence est prévisible, mais aussi la faillite des activités agricoles et artisanales de subsistance,

ainsi que le tarissement des ressources financières de l'Etat.

Cela présage d'une crise financière sans précédent avec un endettement qui saigne le budget général de l'Etat. Cependant, s'il est prématuré de prévoir l'ampleur et le rythme de cette crise, il est néanmoins aisé de déterminer, dès à présent, ceux qui en payeront le prix. Les gouvernements futurs, sous tutelle des institutions financières internationales, n'ont d'autre choix que celui de poursuivre l'application des politiques libérales anti-populaires : davantage d'austérité et d'impôts, hausse des prix, pression sur la masse salariale, gel de l'emploi et cession des services et des secteurs publics.

La résurgence de luttes populaires spontanées et embryonnaires dans les villages, les villes et les quartiers marginalisés, et la permanence des luttes sociales en dépit de leur faiblesse et de leur dispersion, redonnent espoir et attisent la combativité et le courage face à l'offensive dévastatrice et la répression brutale. Mais, en même temps elles imposent des missions et des responsabilités aux organisations sociales et populaires sommées d'assurer les conditions du triomphe de ces luttes.

ATTAC Maroc qui, en tant qu'association, s'est engagée à lutter aux côtés des victimes des politiques libérales et à œuvrer pour le rassemblement de toutes les formes de résistance, n'a pas été à la hauteur de ces défis à cause de la déficience de sa situation organisationnelle d'une part, et de sa faible implantation et de l'absence de son positionnement au cœur des luttes populaires d'autre part.

2-Pour une relance de l'association ATTAC Maroc :

Après cinq années de vie d' ATTAC Maroc, il est difficile de procéder à une évaluation complète et définitive d'une expérience en cours de constitution, cependant ses déficiences organisationnelles ont été mises à nu. Ces dernières ont entravé la constitution d' ATTAC Maroc en tant qu'espace démocratique, ouvert et pluriel, espace permettant de développer la réflexion théorique et la pratique, ainsi que l'accumulation des forces pour faire face aux défis de la mondialisation libérale et à ses politiques dévastatrices.

Nous, congressistes hommes et femmes, déclarons à l'opinion publique et à l'ensemble des organisations sociales, que le choix de tenir ce congrès est un choix émanant de notre volonté collective de redresser la situation organisationnelle de ATTAC Maroc.

Notre objectif est d'offrir aux militants altermondialistes au Maroc, quelques soient leurs horizons politiques et intellectuels, un instrument d'intervention aux côtés des autres organisations sociales qui militent pour le rassemblement de toutes les forces militantes, afin de faire face à l'horizon sans issue auquel se heurtent les luttes de notre peuple.

Nous réaffirmons aussi notre permanence aux côtés du mouvement social mondial qui lutte contre la mondialisation libérale et la guerre coloniale, et en premier lieu les guerres contre les peuples de Palestine, de l'Iraq, du Venezuela et de Bolivie...

Nous proclamons notre solidarité et notre soutien aux luttes populaires dans notre pays pour l'emploi, les services publics et la protection sociale...Pour un autre Maroc...Un Maroc autre que celui du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC.

Val d'or, 18 décembre 2005

Communiqué de presse

Les 17 et 18 décembre 2005 s'est tenu à Rabat le congrès extraordinaire de l'association Attac

Maroc sous le mot d'ordre « Unifier les forces militantes face aux assauts du libéralisme » et en présence d'une cinquantaine de délégués de 7 groupes locaux et d'observateurs.

Suite aux débats et discussions qui se sont déroulés en plénière et en ateliers et après l'adoption des textes présentés au congrès extraordinaire et de la déclaration finale, il a été procédé à l'élection du nouveau Secrétariat national composé comme suit :

OUBAHA Brahim, Secrétaire général
RAHMANI Mimoun Adjoint au Secrétaire général
FARES Mohamed : Trésorier
MEZZI Youssef : Rapporteur
Lucile DAUMAS, Jawad MOUSTAKBAL et Omar AZIKI : assesseur

Pour l'association Attac Maroc
Oubaha Brahim
Secrétaire général

Communiqué de la coordination nationale d'Attac Maroc du 13 novembre 2005

La coordination nationale d'Attac Maroc (organisme suprême de décision après le congrès) a tenu le13.11.2005 sa cession ordinaire au local d'Attac Maroc à Rabat. Après avoir débattu de la situation sociale du Maroc (manifestations, grèves…) et de la détérioration de la situation sociale due à la politique anti-sociale conduite par l'Etat marocain et encouragée par les institutions internationales, situation qui ne peut qu'empirer avec la loi de finance de 2006, l'organisation a abordé la question du handicap organisationnel dont elle souffre depuis tant de temps. Dans ses conclusions, la Coordination Nationale :

I- a constaté l'illégitimité du Secrétariat National, pour les raisons suivantes :

a) Au niveau organisationnel :

1) Le mandat du secrétariat national a pris fin le le 30 juillet 2002, date à laquelle il était tenu de convoquer le 2° congrès.

2) Il n'a pas mené les campagnes d'adhésion depuis 2003.

3) Dissolution interne du secrétariat national du fait des démissions et des absences de plusieurs membres.

4) Le secrétariat n'est pas à même de dresser la carte organisationnelle de l'association (les groupes, les activités, les représentants locaux ….).

5) L'annulation des travaux des travaux du comité préparatoire du 2e congrès qui a travaillé pendant 8 mois à préparer le congrès fixé lors une coordination nationale à laquelle avait participé le secrétariat national !!

Au niveau militant :

1) Le secrétariat National n'a pas représenté l'association dans les manifestations nationales et

internationales.

2) Le secrétariat national a été incapable d’assurer le suivi des campagnes décidées par la CN (privatisations : stoppons l’hémorragie- la marche internationale contre la guerre le28/03/2003, ...) sans parler des campagnes collectives avec d’autres organismes sociaux.

3) Le secrétariat national a été incapable d’organiser ni de concrétiser les conclusions de la rencontre de Tamarist à laquelle avait participé Tartakowsky (membre du CA d’Attac France).

4) Ce sont des militants d’Attac Maroc qui ont participé à la constitution du forum social marocain en partenariat avec d’autres organisations.

Ces projets ont été menés à bien grâce au travail des militants et des groupes locaux et des militants qui ont été mandatés par la coordination nationale pour représenter l’association et concrétiser le projet d’Attac à l’échelle internationale.

II- C’est pour ces raisons que la coordination nationale a décidé de maintenir la date du congrès extraordinaire fixé par la CN aux 17 et 18 décembre 2005 à Rabat.

Pour la coordination nationale
Yousfi mohammed